

Abo **Politiques publiques genevoises**

# Les aînés s'invitent dans la campagne

Le Réseau seniors Genève émet une trentaine de recommandations pour une politique mieux coordonnée de la vieillesse à Genève. Des candidats au Conseil d'État en débattent.



Caroline Zumbach

Publié: 14.02.2023, 18h28





Des candidats au Conseil d'État étaient réunis à la salle communale de Plainpalais pour débattre des politiques pour les seniors.

MAGALI GIRARDIN

Comment les politiques publiques peuvent-elles améliorer la qualité de vie des aînés? À l'issue de plusieurs mois d'enquête, réunions et ateliers, la plateforme associative du Réseau seniors Genève ↗ y répond en formulant 32 recommandations destinées aux autorités cantonales, communales ainsi qu'à l'ensemble des institutions genevoises ayant un lien avec les personnes âgées.

Regroupées dans un livre blanc ↗, ces recommandations abordent six thèmes principaux: le rôle social des seniors, leur quotidien, l'accès à l'information, l'habitat, la transversalité et la cohérence des politiques publiques. À travers des exemples concrets, la plateforme met en avant un manque de représentation des aînés dans les réflexions qui les concernent et dénonce une discrimination liée à l'âge.

Elle pointe également du doigt la complexité des démarches administratives et le fait que de nombreuses personnes ne demandent pas les aides auxquelles elles ont droit par manque d'information ou en raison de la complexité des démarches. L'isolement social, la fracture numérique et le manque d'adaptation des appartements et des espaces publics aux personnes à mobilité réduite sont également mis en avant.

## Créer un guichet unique

Plusieurs mesures concrètes sont avancées pour apporter des solutions à ces constats. Parmi ces dernières figurent la création d'une commission consultative pour les seniors et la création d'un guichet unique permettant de les informer et de les orienter sur les prestations, aides et actions qui leur sont destinées.

---

**«Les mairies  
pourraient par  
exemple avoir une  
personne à l'accueil  
susceptible de détenir  
l'intégralité des  
renseignements à  
destination des aînés.»**

Xavier Magnin, député au Grand  
Conseil (PDC)

---

La plateforme recommande aussi l'automatisation de l'octroi des prestations telles que l'AVS ou les prestations complémentaires afin d'éviter des démarches longues et compliquées. Le besoin de formations est souligné, notamment en matière d'informatique, ainsi que le maintien systématique d'alternatives analogiques en parallèle de la voie numérique.

D'autres pistes telles que des actions dans les quartiers sont évoquées. En matière de logement, la plateforme demande une modification de la loi et la création d'un fonds cantonal d'aide financière pour l'adaptation des logements existants et de leurs accès, cela afin de favoriser le maintien à domicile jusqu'en fin de vie. Il est également suggéré de mieux former et sensibiliser les acteurs de l'habitat (architectes, urbanistes, entreprises de construction) aux enjeux du vieillissement.

## **80 membres et observateurs**

Créée en 2005 par une douzaine d'associations genevoises, dont font notamment partie l'Association alzheimer Genève, l'Avivo, Caritas, le Centre social protestant, Cité générations la Croix-Rouge genevoise ou encore la Fédération genevoise des structures d'accompagnement pour seniors (Fegems), cette plateforme rassemble aujourd'hui 80 membres et observateurs.

Parmi ces derniers figurent des délégués de services sociaux communaux de dix communes, de services cantonaux comme la police de proximité, ou de grandes institutions telles que l'IMAD, les Hautes Écoles de travail social et de santé de Genève, l'Université de Genève, le service social des HUG ou l'Hospice général.

---

## **Candidats au Conseil d'État comblés**

Lundi, la Plateforme du réseau seniors Genève a réuni dix candidats au Conseil d'État afin de débattre des recommandations formulées dans son livre blanc. Premier constat, tous saluent le travail du collectif et la qualité de ce document. Il

sauvent le travail du collectif et la qualité de ce document. Ils convergent vers l'idée que la politique des aînés n'est pas suffisamment transversale et qu'elle doit concerner tous les départements de l'État.

Parmi les solutions qui font l'unanimité: la création d'un guichet unique. Il n'aurait toutefois d'unique que le nom puisqu'il s'agirait de différents lieux regroupant toutes les informations destinées aux aînés. «Les mairies pourraient par exemple avoir une personne à l'accueil susceptible de déterminer l'intégralité des renseignements à ce sujet», propose le centriste Xavier Magnin.

Luc Barthassat salue, lui, la proposition d'automatisation de l'octroi des prestations telles que l'AVS ou les prestations complémentaires. Un avis partagé par Fabienne Fischer, qui estime que «l'administration fiscale pourrait identifier, sur la base des déclarations d'impôt, les personnes qui ont manifestement droit aux prestations complémentaires et leur envoyer automatiquement un courrier».

Seule la PLR Anne Hiltbold n'a pas soutenu cette mesure. Elle estime que les personnes souhaitant un soutien financier peuvent remplir un formulaire: «J'ai un peu de peine avec l'idée de donner des aides à des gens qui ne les ont pas demandées. Il faut néanmoins faciliter l'accès aux informations.»

---

**«D'après Pro Senectute,  
16% des seniors  
touchent moins de  
200 francs par mois.»**

## 2300 francs par mois.»

Françoise Nyffeler, députée au  
Grand Conseil (Ensemble à  
Gauche)

---

La socialiste Carole-Anne Kast appelle quant à elle à élargir le parc de logements évolutifs pour les seniors, auquel pourraient accéder les aînés n'étant pas aux bénéficiaires de subventions. La Vert'libérale Marie-Claude Sawerschel préconise de développer des solutions de logement innovantes, telles que des coopératives pour seniors.

Candidate d'Ensemble à Gauche, Françoise Nyffeler relève la problématique de précarité des seniors et appelle à augmenter leur niveau de vie, rappelant que, «d'après Pro Senectute, 16% d'entre eux touchent moins de 2300 francs par mois».

Pour l'UDC Michael Andersen et Pierre Maudet, la recommandation la plus importante stipule que l'État doit assurer un rôle de catalyseur en matière de politique pour les seniors et donner le cadre commun tout en respectant l'autonomie des différents acteurs, et notamment des communes.

Enfin, le candidat MCG Philippe Morel souhaite maintenir les seniors le plus longtemps possible à leur domicile et conclut: «Ce livre blanc est magnifique. Reste désormais à appliquer ces recommandations pour qu'elles ne restent pas dans des commissions.

---

**Caroline Zumbach** est journaliste au sein de la rubrique locale de la Tribune de Genève. Elle a obtenu un Master en relations internationales. [Plus d'infos](#)

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)

**1 commentaire**